

## Commissions

### Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

#### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 24 - Sécurité sociale (partim: Affaires sociales), n°s 1348/2 et 1349/16. (Continuation et votes). (Rapporteur: M. Stefaan Vercamer). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Ont pris la parole : Mmes Nadia Sminate, Catherine Fonck, Maggie De Block, M. Stefaan Vercamer et Mme Zoé Genot.
- La ministre a répondu.
- La commission a émis un avis positif sur cette partie du budget par 9 voix et 5 abstentions.

2. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la charte de Bruges" (n° 4225).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus des indemnités à la suite d'une faute provoquée délibérément par le titulaire" (n° 4226).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'intervention dans les taux croissants de cotisation des hôpitaux publics à l'ONSS-APL par le biais du budget des moyens financiers" (n° 4287).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail illégal de nettoyage dans la restauration rapide" (n° 4345).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les mesures annoncées pour lutter contre le phénomène des faux indépendants parmi les travailleurs étrangers" (n° 4171).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 23 - SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, n°s 1348/2 et 1349/15. (Discussion et votes). (Rapporteur: M. Stefaan Vercamer).

- La discussion générale a eu lieu.

- Ont pris la parole : Mmes Christiane Vienne, Meryame Kitir, Miranda Van Eetvelde, Valérie De Bue, Colette Burgeon, Zuhail Demir, Nahima Lanjri et MM. Stefaan Vercamer et Hans Bonte.

- La ministre a répondu.

- La commission a émis un avis positif sur cette partie du budget par 7 voix et 5 abstentions.

8. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le licenciement de cinq employés de l'agence BNP Paribas Fortis de Haren-Harenheide" (n° 3199).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 44 - SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale (partim: économie sociale), n°s 1348/2 et 1349/20. (Discussion et votes). (Rapporteurs: MM. Stefaan Vercamer et David Clarinval).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la liquidation du Fonds de l'économie sociale et durable " (n° 3055).

- Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le groupe de projet économie sociale pour les années 2008 - 2009" (n° 3177).

- Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'appel à projet 'économie sociale 2010-2011'" (n° 3931).

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.

- Exposé introductif du secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- La discussion générale a eu lieu.

- M. Stefaan Vercamer a posé ses questions (n°s 3055, 3177 et 3931).

- Sont également intervenus : Mmes Maggie De Block et Christiane Vienne et M. Yvan Mayeur.

- La commission a émis un avis favorable par 9 voix et 3 abstentions.

2. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 24 - Sécurité sociale (partim: personnes handicapées), n°s 1348/2 et 1349/16. (Votes). (Rapporteur: M. David Clarinval).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La commission a émis un avis favorable par 9 voix et 3 abstentions.

3. Projet de loi portant assentiment à l'avenant du 30 avril 2010 à l'Accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, approuvé par la loi du 10 mai 2006 - Transmis par le Sénat, n° 1342/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Les articles et l'ensemble du projet ont été adoptés à l'unanimité.

4. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 21 - Pensions, n°s 1348/2 et 1349/14). (Continuation et votes). (Rapporteur: M. David Clarinval).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion générale a été poursuivie. Ont pris la parole : Mmes Maggie De Block, Meryame Kitir, Karolien Grosemans et Catherine Fonck et MM. Stefaan Vercamer, Wouter De Vriendt et Yvan Mayeur.

- La commission a émis un avis favorable par 8 voix et 5 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Sarah Smeyers*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 12 - SPF Justice, n°s 1348/1 (partim) et 1349/7.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

(Continuation, clôture et votes).

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.

- La commission a rendu par 12 voix contre 1 et 1 abstention un avis positif sur la section 12 – SPF Justice – du projet de budget général pour l'année budgétaire 2011.

➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Sonja Becq, Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen, Marie-Christine Marghem, Sabien Lahaye-Battheu) portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, n° 682/1 à 6.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant la législation en ce qui concerne l'accès des mineurs à la justice et instituant les avocats des mineurs, n° 738/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge, n° 739/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) ouvrant l'accès à la justice aux mineurs et instituant les avocats des mineurs, n° 944/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne un mode alternatif de règlement des litiges, n° 1224/1. (Continuation). (Rapporteurs: MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

- La commission a décidé de consacrer les prochaines réunions aux discussions thématiques et de demander l'avis du Collège des procureurs généraux.

2. Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "la protection des systèmes d'information de l'État face aux récentes attaques subies par la Belgique et la France" (n° 3891).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "le sort du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 3893).

- Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur "l'avenir du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 4362).

- Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "l'avenir du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 4393).

5. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Justice sur "la situation d'un détenu tchéchène" (n° 3998).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Justice sur "l'extradition de détenus vers des pays où ils risquent la torture" (n° 4337).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'analyse des risques d'évasion lors du transfert de détenus de la prison au palais de justice" (n° 4002).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "les mesures annoncées en ce qui concerne l'OCSC" (n° 4095).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la justice de paix de Tielt"

(n° 4096).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Laurent Louis au ministre de la Justice sur “l’arrestation en Belgique d’un ancien magistrat rwandais recherché par Interpol pour sa participation au génocide rwandais” (n° 4152).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “le refus de l’administration pénitentiaire de diffuser un film réalisé par des détenus de la prison d’Andenne” (n° 4198).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la réquisition de policiers lors d’une grève des gardiens de prison” (n° 4227).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “les problèmes du fichier central des avis de saisie” (n° 4250).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “les problèmes en matière d’avis de règlement collectif de dettes consécutifs au lancement du fichier central des avis de saisie” (n° 4309).

- Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur “un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes” (n° 4361).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Laurent Louis au ministre de la Justice sur “la lenteur de la Justice dans l’affaire du viol commis à Schaerbeek en 2005” (n° 4246).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “les inégalités entre les fonctionnaires retraités et les autres retraités” (n° 4264).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur “le manque de personnel au sein du tribunal de première instance d’Eupen” (n° 4269).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur “les engagements refusés au parquet d’Eupen” (n° 4270).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Justice sur “l’extradition de détenus vers des pays où ils risquent la torture” (n° 4337).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les aménagements annoncés à la prison d’Hasselt” (n° 4350).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la condamnation d’un pédophile ayant pu longtemps échapper à la justice” (n° 4351).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “la recherche de téléphones portables dans les prisons” (n° 4374).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur “la désignation de votre collaboratrice à la tête du service de politique criminelle” (n° 4397).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## **Défense nationale**

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

Projet de budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2011 (y compris la justification)

- Section 16 - Ministère de la Défense, n°s 1348/1 et 1349/10.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Karolien Grosemans.

- Exposé introductif du ministre de la Défense de la Défense.

- Sont intervenus lors de la discussion : MM. Herman De Croo, Anthony Dufrane, Bert Maertens, Denis Ducarme, David Geerts et Wouter De Vriendt. Le ministre a ensuite répondu aux questions.

- Les membres suivants ont pris la parole lors des répliques : MM. Wouter De Vriendt, Herman De Croo, Bert Maertens et Denis Ducarme.

- La commission a rendu un avis positif par 9 voix et 4 abstentions.

Prochaine réunion : mercredi 11 mai 2011.

## Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Présidente : Mme Maggie De Block*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fibre optique à domicile et Belgacom" (n° 2467).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de Mme Linda Musin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la pénurie à brève échéance des adresses IP disponibles" (n° 2625).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les travaux de normalisation et leur traduction par les Normes belges de télécommunications" (n° 2691).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation de l'eID sur un téléphone mobile" (n° 3025).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Raf Terwingen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la rétention des données" (n° 3138).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Raf Terwingen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les frais de justice" (n° 3139).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le site internet 'meilleurtarif.be'" (n° 3589).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la politique TIC en Belgique" (n° 4094).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 33 - SPF Mobilité et Transports publiques (partim : compétence de la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques), n°s 1348/2 (partim) et 1349/19 (partim).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Exposé introductif du ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques.
- Ont pris la parole : MM. David Geerts, Steven Vandeput, Ronny Balcaen, Mme Karin Temmerman et M. Tanguy Veys
- La commission a émis un avis positif sur les sections du projet de budget général des dépenses par 9 voix contre 1 et 6 abstentions.

10. Question de M. Tanguy Veys au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les conséquences budgétaires des prix ciseaux de Belgacom" (n° 2422).

11. Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la suppression de trois bureaux de poste à Liège" (n° 3046).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la nouvelle organisation du tri postal" (n° 3222).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les pannes informatiques lors de la délivrance d'un titre de transport à la SNCB" (n° 3224).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de M. Peter Dedecker à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'internet dans les trains" (n° 3226).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Question de M. Joseph George à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les accords de la SNCB avec les acteurs locaux pour sécuriser les gares et les abords des gares" (n° 3264).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les plaintes concernant les envois recommandés" (n° 3406).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Question de M. Damien Thiéry à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'engagement de consultants par ICTRA" (n° 3443).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.



18. Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le Comité consultatif des usagers auprès de la SNCB” (n° 3448).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident impliquant une grue sur la ligne 50A” (n° 3574).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’attention accordée aux chaînes destinées à l’information régionale par Belgacom” (n° 3472).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la participation de l’opérateur SNCB au programme ‘Next Station’” (n° 3469).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le congrès ‘Next Station’ à Bruxelles” (n° 3577).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

22. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’obligation des personnes handicapées réclamant une assistance d’annoncer leur voyage auprès de la SNCB et l’accessibilité des gares” (n° 3578).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

23. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les incendies sur l’accotement des voies de chemin de fer” (n° 3659).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

24. Question de Mme Ann Vanheste à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le rehaussement du quai de la gare de Adinkerke” (n° 3680).

25. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les 500 hauts fonctionnaires de la SNCB qui ont reçu un iPad et/ou un iPhone” (n° 3705).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

26. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les rayonnements éventuellement nocifs pour les conducteurs de train des systèmes TBL1+ et ETCS” (n° 3707).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

27. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les risques de sécurité que comportent les cabines à haute tension sur les rames” (n° 3708).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Prochaine séance : mardi 10 mai 2011.

## **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Question de M. Dirk Van der Maelen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur “la fraude relative aux droits d'émission de CO2” (n° 4296).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

2. Constitution de la sous-commission “Cour des comptes”.

- M. Dirk Van der Maelen et Mme Gwendolyn Rutten ont été proposés en tant que membres de la sous-commission Cour des Comptes par leurs partis respectifs.

2. - Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2011, n° 1347/1.

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1348/1 et 2.

- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1349/1 à 23.

- Budgets des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 2011, Exposé général, n° 1346/1.

(Rapporteurs : M. Guy Coëme et Mme Veerle Wouters).

Audition de représentants de la Cour des comptes.

- MM. Rion et Moens ont donné un exposé introductif et ont répondu aux questions de MM. Vandeput, Goyvaerts, Gilkinet, Henry, Thiéry, Bogaert et Arens et Mmes Almaci et Rutten

- Le ministre du Budget et le secrétaire d'État au Budget sont également intervenus dans le débat.

3. - Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2011, n° 1347/1.

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1348/1 et 2.

- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1349/1 à 23.

- Budgets des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 2011, Exposé général, n° 1346/1.

Rapporteurs : M. Guy Coëme et Mme Veerle Wouters).

Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.

Discussion générale (Finances).

- Exposé du secrétaire d'Etat à la Modernisation du SPF Finances, à la fiscalisation environnementale et à la Lutte contre la Fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.
- Mmes Gerkens, Wouters, Almaci et Rutten et MM. Coëme, Arens, Bogaert, Van der Maelen, Goffin, Goyvaerts, Gilkinet ont posé des questions.

4. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “une éventuelle double rétribution des fonctionnaires détachés” (n° 3477).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “l'augmentation du nombre d'accidents de moto” (n° 3492).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “l'augmentation du nombre d'accidents de moto” (n° 3492).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

7. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le gel des avoirs ordonné par la résolution des NU 1970” (n° 3596).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la situation actuelle du prêt accordé au Luxembourg et relatif à Kaupthing” (n° 3597).
- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le remboursement du prêt Kaupthing Luxembourg” (n° 4254).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

9. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le quartier général de la police fédérale à la place Quetelet” (n° 3636).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

10. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le revenu cadastral des bâtiments publics” (n° 3643).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

11. Question de Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur “les ententes sur les prix et la concurrence loyale” (n° 3646).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

12. Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'interprétation donnée par l'administration fiscale à la notion de ‘consommation sur place’” (n° 3657).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

13. Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le bureau unique des douanes et accises” (n° 3662).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

14. Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déductibilité fiscale des dépenses en vue d'économiser l'énergie” (n° 3681).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les subsides octroyés pour les voitures économiques” (n° 3710).
  - Question de Mme Karin Temmerman au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conclusions du groupe d’experts au sujet de la mobilité des personnes en Flandre” (n° 3725).
  - Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la réforme de la fiscalité des véhicules à moteur diesel” (n° 3923).
  - Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers au secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “les primes fiscales accordées aux voitures propres” (n° 4015).
  - Question de Mme Karin Temmerman au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’obligation imposée par l’Europe d’augmenter les accises sur le diesel” (n° 4063).
  - Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les projets européens visant à mettre en place une fiscalité sur les carburants plus verte” (n° 4076).
- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

16. Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les nouveaux jours de tirage et la dépendance au jeu” (n° 3717).

17. Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la ratification des protocoles additionnels à la Convention de Paris et de Bruxelles” (n° 3719).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

18. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’imposition des casuels du culte” (n° 3731).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

19. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les bonus” (n° 3744).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

20. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement du Service des créances alimentaires” (n° 3754).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

21. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “l’arrêt du tribunal de première instance de Zürich relatif à la Sabena” (n° 3755).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

22. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les suites que le gouvernement a réservées à l’arrêt du 5 octobre 2006 de la Cour de justice des Communautés européennes” (n° 3764).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

23. Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la réglementation relative aux dépôts d’épargne” (n° 3777).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

24. Question de Mme Annick Ponthier au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le paiement d’un loyer pour l’ancien hôtel de ville de Bree par la Régie des Bâtiments” (n° 3779).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

25. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la consommation d’énergie dans les bâtiments en Belgique” (n° 3799).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

26. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la consommation d’énergie dans les bâtiments en Belgique” (n° 3799).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

27. Question de M. Anthony Dufrane au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la cité administrative de Charleroi” (n° 3828).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

28. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “le départ d’Avéro Belgium Life et la fermeture de ses bureaux” (n° 3861).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

29. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’adjudication de marché pour un nouveau bureau de notation” (n° 3878).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

30. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la Déclaration Libératoire Unique” (n° 3967).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

31. Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la réaffectation de plusieurs bâtiments à Hasselt” (n° 3971).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

32. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la construction d’un second nouveau palais de justice à Courtrai” (n° 3989).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

33. Questions jointes :

- Question de Mme Özlem Özen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les échafaudages enserrant le Palais de Justice de Bruxelles” (n° 3990).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la citation concernant le palais de justice de Bruxelles” (n° 3996).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

34. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la perception des amendes pénales” (n° 4001).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

35. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “de nouveaux défis pour les compagnies d'assurances vie” (n° 4011).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

36. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “un fichier reprenant les contrats d'assurance vie” (n° 4012).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

37. Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “l'obligation de déclarer les contrats d'assurance vie étrangers” (n° 4021).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

38. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'obligation de déclaration des retraités qui ont droit à un report des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie” (n° 4022).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.



39. Question de M. Servais Verherstraeten au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la limitation des avantages en matière de TVA pour les personnes qui souffrent d'une paralysie complète ou d'une amputation de 100 % des membres supérieurs ou de 50 % des membres inférieurs" (n° 4033).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

40. Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le soutien apporté à une après-midi d'information consacrée au thème des régularisations" (n° 4034).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

41. Question de Mme Ann Vanheste au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "la dispense de paiement de la cotisation de collecte et de recyclage pour les piles des appareils auditifs" (n° 4058).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

42. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le parrainage par le SPF Finances" (n° 4077).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

43. Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement du projet STIMER" (n° 4087).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

44. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "les doutes concernant la déductibilité des primes des assurances collectives contre l'incapacité de travail" (n° 4102).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

45. Question de M. Peter Vanvelthoven au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’imputation de rétributions pour les déclarations effectuées en matière d’enregistrement ou de non-enregistrement de baux à loyer” (n° 4136).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

46. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le montant de la TVA sur les essais d’abeilles et sur les reines” (n° 4154).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

47. Question de M. Éric Jadot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les dispositions prises par le SPF Finances au sujet de la sécurisation de ses e-services” (n° 4165).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

48. Questions jointes :

- Question de Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nomination d’experts fiscaux au secteur taxation” (n° 4168).

- Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nomination d’experts fiscaux dans le secteur taxation” (n° 4293).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

49. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’éventuelle modification de la convention des actionnaires de RPI” (n° 4175).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

50. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la mise en oeuvre du plan d’action pour la prison de Namur” (n° 4195).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

51. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les caractéristiques énergétiques et environnementales du cahier des charges pour la construction de nouvelles prisons” (n° 4196).

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “les caractéristiques énergétiques et environnementales du cahier des charges pour la construction de nouvelles prisons” (n° 4197).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

52. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les effets de la Charte du contribuable sur les délits financiers” (n° 4199).

- Question de M. Alain Mathot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la Charte du contribuable” (n° 4292).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

53. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le recours par des contribuables belges à des courtiers étrangers afin d’éluider la taxe sur les opérations boursières” (n° 4202).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

54. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la mise à disposition de biens immeubles par nature dans le cadre de l’exploitation des ports, des voies navigables et des aéroports” (n° 4288).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'utilisation de crédits du SPF Emploi pour augmenter les crédits de fonctionnement du cabinet de la ministre de l'Emploi" (n° 3568).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

2. - Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2011, n° 1347/1.

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1348/1 et 2.

- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1349/1 à 23.

- Budgets des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 2011, Exposé général, n° 1346/1.

(Rapporteurs : M. Guy Coëme et Mme Veerle Wouters).

Exposé introductif sur le budget général des dépenses

Discussion générale. (Budget).

- Exposés introductifs sur le budget général des dépenses par le vice-premier ministre et ministre du budget et le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales.

- Sont intervenus : MM. Hagen Goyvaerts, Damien Thiéry, Steven Vandeput, Josy Arens, Hendrik Bogaert et Georges Gilkinet et Mme Gwendolyn Rutten.

3. - Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2011, n° 1347/1.

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1348/1 et 2.

- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011, n°s 1349/1 à 23.

- Budgets des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 2011, Exposé général, n° 1346/1.

(Rapporteurs : M. Guy Coëme et Mme Veerle Wouters).

Discussion générale. (Finances).

- Exposé du secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.

- Sont intervenus : MM. Georges Gilkinet et Josy Arens et Mmes Veerle Wouters et Meyrem Almaci.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : Mme Jacqueline Galant*

➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Examen des dossiers qui n'ont pas été examinés par les membres.
2. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.
3. Divers.
  - La commission a décidé d'accorder une semaine supplémentaire aux membres n'ayant pas encore examiné les dossiers de naturalisation qui leur sont dévolus. Elle a entamé l'examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

Prochaine séance : mardi 10 mai 2011.

## Santé publique

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : M. Hans Bonte*

➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 24 - Sécurité sociale (partim : victimes de guerre), n°s 1348/2 et 1349/16. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).
  - Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
  - La discussion a eu lieu.
  - La commission a émis un avis positif sur le projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) – Section 24 – Sécurité sociale (partim : victimes de guerre) par 10 voix contre 1 et 1 abstention.
2. Question de Mme Annick Van Den Ende à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les règles d'hygiène concernant les produits de boulangerie dans les grandes surfaces" (n° 3948).
  - La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.
3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la résistance aux antibiotiques" (n° 4155).
  - La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'interdiction de vente de purin d'orties en Belgique" (n° 4156).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la dépendance de l'UE en protéines végétales destinées à l'alimentation animale" (n° 4157).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Christian Brotcorne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les équidés en situation précaire" (n° 4259).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 25 - SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et l'Environnement (partim : milieu marin), n°s 1348/2 et 1349/17.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

8. Projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 25 - SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et l'Environnement (partim : milieu marin), n°s 1348/2 et 1349/17.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.

- La discussion a eu lieu.

- La commission a émis un avis positif sur le projet de budget général pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) – Section 25 – SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et l'Environnement (partim : milieu marin) par 6 voix contre 1 et 4 abstentions.

#### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 44 - SPD Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie sociale (partim : Intégration sociale et Lutte contre la Pauvreté), n°s 1348/2 et 1349/20.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert.

- La discussion générale a eu lieu.

- La commission a émis un avis positif sur le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 44 - SPD Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie sociale (partim : Intégration sociale et Lutte contre la Pauvreté) par 8 voix contre 6 abstentions.

2. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'afflux de jeunes réfugiés" (n° 3621).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le diagnostic de tuberculose chez les demandeurs d'asile et les illégaux" (n° 3756).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre d'étudiants bénéficiant du revenu d'intégration" (n° 3992).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil lors de demandes d'asile multiples" (n° 4285).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de demandeurs d'asile à qui aucun lieu de séjour n'a été attribué" (n° 4245).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "plusieurs cas de narcolepsie à la suite de l'injection du vaccin anti-H1N1 Pandemrix" (n° 3859).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le manque d'informations sur les inconvénients éventuels du dépistage du cancer du sein" (n° 3997).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude de Test-Achats sur le non-respect des prix des soins et des chambres dans de nombreux hôpitaux" (n° 4007).

- Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la transparence du coût réel d'une hospitalisation" (n° 4008).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus de remboursement d'un défibrillateur sous-cutané à l'INAMI" (n° 4014).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude de Test-Achats sur le non-respect des prix des soins et des chambres dans de nombreux hôpitaux" (n° 4007).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus de remboursement d'un défibrillateur sous-cutané à l'INAMI" (n° 4014).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les dangers de la cybercondrie" (n° 4016).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suspension de l'autorisation de mise sur le marché du Vastarel" (n° 4042).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "de la publicité pour des interventions médicales sur le site internet groupe.be" (n° 4057).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.



16. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les examens pratiqués par des experts" (n° 4082).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'absentéisme des patients" (n° 4098).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le burn-out" (n° 4100).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le burn-out" (n° 4100).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cas de maltraitance animale constaté à Colfontaine" (n° 4104).

- Question de M. Laurent Louis à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le sort de chevaux de boucherie victimes de maltraitance animale à Ogy" (n° 4151).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

21. Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "des chevaux argentins destinés aux boucheries belges" (n° 4121).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le risque accru de développer un cancer de la vessie chez les patients traités à la pioglitazone" (n° 4145).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

23. Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la consommation de boissons énergisantes et d'alcool" (n° 4149).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

24. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le choix du sexe des enfants à naître" (n° 4166).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

25. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la Commission fédérale pour la recherche médicale et scientifique sur les embryons in vitro" (n° 4209).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

26. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résonances magnétiques nucléaires" (n° 4210).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

27. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation du nombre de cancers de la thyroïde liée à Tchernobyl" (n° 4233).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

28. Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la podologie" (n° 4238).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

29. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cancer des testicules" (n° 4242).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

30. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les maladies provoquées par l'amiante" (n° 4297).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

31. Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la représentation du personnel infirmier au sein de l'INAMI" (n° 4299).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

32. Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une étude réalisée par les Mutualités socialistes sur le profil des patients recourant aux urgences hospitalières" (n° 4316).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine séance : mercredi 11 mai 2011.

## **Economie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

Audition de représentants de la Banque nationale de Belgique sur le calcul de la rente nucléaire.

- Rapporteur : M. Barg Wollants.

- M. Luc Dufresne a donné un exposé introductif et a répondu aux questions des membres.

### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction des offres conjointes de produits financiers" (n° 3612).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le résultat des négociations du traité ACTA" (n° 3613).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "certains engagements pris lors de l'adoption de la directive SEPA" (n° 4125).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les difficultés rencontrées par les libraires en raison du monopole du distributeur AMP" (n° 4328).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente éventuelle de Mobistar" (n° 4333).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'annonce par InBev d'une augmentation du prix de la bière de 3 %" (n° 4372).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la perception des droits d'auteur par Telenet" (n° 4391).

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le non-paiement des droits d'auteur" (n° 4392).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le gel du prix du gaz par le gouvernement français" (n° 4006).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les parkings souterrains et les véhicules fonctionnant au GNC" (n° 4010).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le site web [www.go4seriousincome.biz](http://www.go4seriousincome.biz)" (n° 4050).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la fonction de géolocalisation placée dans les iPhone à l'insu de leurs utilisateurs" (n° 4138).

- Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la polémique entourant le possible traçage des utilisateurs d'iPhone" (n° 4343).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état de la procédure de la Cour constitutionnelle relative à l'exportation de matériel nucléaire" (n° 4176).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une nouvelle étude GEMIX" (n° 4177).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rôle du CEN depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima" (n° 4180).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la table ronde sur les provisions nucléaires" (n° 4185).

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la volonté du ministre d'externaliser la gestion des provisions nucléaires" (n° 4279).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avancement des négociations relatives au projet Nabucco" (n° 4193).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'éventuelle démission de M. Guido Camps" (n° 4275).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements engagés par la Belgique dans les énergies renouvelables" (n° 4278).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la hausse du coût de l'électricité qui serait, faussement, attribuée aux subsides octroyés pour les panneaux photovoltaïques" (n° 4281).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements dans les énergies classiques actuellement engagés en Belgique" (n° 4289).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la concession pour le sixième parc éolien" (n° 4298).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation des appareils de gammagraphie" (n° 4335).
- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation d'une presse pour le graphite vers l'Iran" (n° 4399).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la composition de la CANPAN" (n° 4336).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prise en compte des coûts de l'énergie éolienne dans la facture d'électricité" (n° 4340).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

25. Audition de représentants de la CREG sur le calcul de la rente nucléaire.

- Exposés de MM. Guido Camps, François Possemier et Dominique Woittrin.
- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## **Intérieur**

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. Siegfried Bracke*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la 'Fundamental Rights Strategy' de Frontex" (n° 3986).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

2. Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la 'Fundamental Rights Strategy' de Frontex" (n° 3986).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renforcement des instances compétentes en matière d'asile" (n° 4239).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sarah Smeyers à la ministre de l'Intérieur sur "l'accueil d'étrangers expulsés par le centre fermé pour demandeurs d'asile 'Caricole'" (n° 4240).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de demandeurs d'asile à qui aucun lieu de séjour n'a été attribué" (n° 4245).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la création, selon le modèle néerlandais, de centres ouverts de retour pour les personnes souhaitant bénéficier d'un programme de retour volontaire" (n° 4248).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la rencontre franco-italienne et la révision des règles de circulation de personnes au sein de l'Union européenne" (n° 4258).

- Question de M. Rachid Madrane à la ministre de l'Intérieur sur "la rencontre franco-italienne et la révision des règles de circulation de personnes au sein de l'Union européenne" (n° 4304).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le traitement des demandes d'asile multiples" (n° 4283).

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'introduction de demandes d'asile multiples" (n° 4284).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

10. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les logements mis à la disposition de familles en séjour illégal jusqu'à leur retour" (n° 4291).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

11. Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'accueil de 25 Érythréens" (n° 4325).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le coût d'un vol Frontex de rapatriement de demandeurs d'asile" (n° 4326).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le vol Frontex d'expulsion collective" (n° 4355).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le système de protection temporaire et Schengen" (n° 4357).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Projet de loi concernant les infrastructures critiques, les autres points d'intérêt fédéral et les points d'intérêt local, n° 1357/1.

- Rapporteur : M. Rachid Madrane.

- Exposé introductif du ministre de l'Intérieur.

- La discussion a eu lieu.

- Sont intervenus : MM. Thiébaud, Weyts et Jadot.

- Par 13 voix contre 2, la commission a rejeté la demande d'entendre la Sûreté de l'Etat et le Comité R.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- Les articles, ainsi corrigés, ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel que corrigé ainsi que l'annexe, a été adopté par 13 voix contre 2.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 15.

- Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.



- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.

- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.

- Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie.

- Ont pris la parole : MM. Francken, Louis, Somers, Mmes Fonck, Lanjri, Brems, Temmerman et MM. Ducarme et Madrane.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Fonck, Delacroix-Rolin, MM. Francken, Somers, Ducarme, Mmes Lanjri, Galant et Temmerman.

- Par 13 voix contre une, la commission a décidé de se réunir vendredi 6 mai 2011.

3. Question de Mme Katrin Jadin au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le rachat de Brussels Airlines par Lufthansa" (n° 2885).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de M. Peter Luykx au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la visite d'État en Allemagne" (n° 3780).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le réexamen des dossiers de régularisation" (n° 3864).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation avec les gouvernements fédérés quant aux trajectoires budgétaires du programme de stabilité et de croissance élaboré par le kern" (n° 4059).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de M. Bruno Valkeniers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le calcul du 'Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving (VIVES)' concernant les transferts de la Flandre vers la Wallonie" (n° 4305).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de Mme Muriel Gerken à la ministre de l'Intérieur sur "un incident d'irradiation lors d'un traitement radio thérapeutique survenu dans un hôpital du pays" (n° 3926).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "les adresses de référence" (n° 4215).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de Mme Daphné Dumery à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de contrôles frontaliers sur le territoire belge" (n° 4265).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie dans les Hautes Fagnes" (n° 4266).

- Question de Mme Linda Musin à la ministre de l'Intérieur sur "la gestion de l'incendie dans les Hautes Fagnes" (n° 4371).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la circulaire CP3 relative au système du contrôle interne dans la police intégrée" (n° 4286).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les informations provenant des registres de la population dans le cadre de la législation sur la protection de la vie privée" (n° 4303).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

14. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le blocage du centre fermé 127bis et le blocage des journalistes par la police" (n° 4347).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

15. Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la menace terroriste accrue" (n° 4411).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la gestion des plaintes homophobes par la police" (n° 4403).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

➤ **VENDREDI 6 MAI 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 16.

- Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems, MM. Somers et De Man et Mme Temmerman.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems, MM. Somers et De Man et Mme Temmerman.

Avis du Conseil d'État.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de Pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.

- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.

Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

2. Proposition de résolution (Filip De Man, Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) relative à la nécessité de durcir la législation européenne en matière de regroupement familial, n° 457/1.

3. Proposition de résolution (Filip De Man, Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) relative à la nécessité d'instaurer un nouveau régime international de protection des réfugiés, n° 519/1.

4. Proposition de loi (Zoé Genot, Wouter De Vriendt, Eva Brems) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et prévoyant un contrôle des Chambres sur le Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides, n° 101/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

5. Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Leen Dierick, Catherine Fonck) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné, n°s 288/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Theo Francken).

6. Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Leen Dierick, Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin) insérant un article 74/9 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'interdiction de détention d'enfants en centres fermés, n°s 326/1 à 3. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Zoé Genot).

Amendement de Mmes Genot et Brems.

7. Proposition de loi (Leen Dierick, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Jef Van den Bergh, Nahima Lanjri) modifiant, en ce qui concerne le séjour de plus de trois mois, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 419/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sarah Smeyers).

8. Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) visant à modifier la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 385/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Rachid Madrane).

9. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Theo Francken, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne la procédure d'asile, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 695/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

## Questions européennes + Relations extérieures

---

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S) et François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

L'organisation et les tâches du Service européen pour l'Action extérieure

- Exposé de M. David O'Sullivan, Directeur général administratif du Service européen pour l'Action extérieure.
- Echange de vues.
  
- Sont intervenus: Mesdames Juliette Boulet et Daphné Dumery et MM. François-Xavier de Donnea, Philippe Mahoux (S), Jacky Morael (S) et Karel Vanlouwe (S).

## Comptabilité

---

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

*Président : M. André Flahaut*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Discussion et votes sur les comptes 2009, les ajustements du budget 2010 et le budget 2011:

- de la Cour des comptes;
- de la Cour constitutionnelle;
- du Conseil supérieur de la Justice;
- du Comité permanent de contrôle des services de police;
- du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité;
- du Collège des médiateurs fédéraux;
- des Commissions de nomination pour le notariat;
- de la Commission de la protection de la vie privée.

2. Discussion du montant des dotations 2011 de la Chambre, du Sénat et du financement des partis politiques suite au dépôt du projet de budget général des dépenses.

- Rapporteur. M. Thierry Giet.
  
- Exposé du Premier Président de la Cour des comptes.
- Ont pris la parole : MM. André Flahaut, Herman De Croo, Steven Vandeput et Thierry Giet.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## Groupe de travail "Propositions de résolution"

---

GROUPE DE TRAVAIL "PROPOSITIONS DE RÉOLUTION"

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MARDI 3 MAI 2011**

1. Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Kristof Calvo, Eva Brems, Olivier Deleuze) pour la protection de l'Arctique, n°s 1000/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Philippe Blanchart).

(Renvoyée en commission : séance plénière du 24 mars 2011).

Amendement de Mme Snoy et d'Oppuers.

- Un consensus s'est dégagé sur une version modifiée de l'amendement de Mme Thérèse Snoy, remplaçant l'ensemble.

2. Propositions de résolutions jointes :

- Proposition de résolution (Patrick Moriau, André Flahaut, Philippe Blanchart, Guy Coëme) relative à l'accaparement des terres agricoles et à la gouvernance foncière dans les pays en développement, n° 110/1.

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Deleuze, Kristof Calvo) concernant les acquisitions et les locations de terres arables à grande échelle, n° 1296/1.

- Proposition de résolution (Denis Ducarme) pour une politique internationale de la Belgique relative à l'acquisition de terres dans les pays du Tiers Monde et à la gouvernance foncière, n° 103/1.

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Eva Brems, Muriel Gerken, Wouter De Vriendt) concernant la hausse des prix des denrées alimentaires, n° 1321/1.

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Muriel Gerken, Eva Brems) concernant la prise en compte du genre dans la souveraineté alimentaire, n° 1332/1.

- Les propositions n°s 1321 et 1332 ne seront pas jointes aux propositions « accaparement des terres agricoles ».

- Les auteurs des 3 propositions jointes n°s 110/1, 1296/1 et 103/1 se concerteront pour élaborer un texte commun.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## Emancipation sociale

---

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

*Présidente : Mme Valérie Déom*

### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n°s 237/1 à 3.

- Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.

- Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Katrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.

- Proposition de loi (Maya Detiège, Hans Bonte, Meryame Kitir, Bruno Tuybens, Renaat Landuyt, Myriam Vanlerberghe, Ann Vanheste, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap, n° 626/1.

- Proposition de loi (Valérie Déom, Özlem Özen, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, n° 740/1.

- Proposition de résolution (Mathias De Clercq, Maggie De Block, Gwendolyn Rutten, Herman De Croo) sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, n° 1158/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Sonja Becq) modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, instituant le rapport et le plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, n° 1168/1.

(Rapporteur : Mme Annick Van Den Ende).

Audition de :

- MM. Peter Maes et Chris Brijs (Banque Carrefour de la Sécurité sociale) ;

- M. Peter Vets (Office National de Sécurité sociale).

- Exposé de MM. Maes, Vets et Brijs.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres.

2. Ordre des travaux.

- Une proposition de résolution a été introduite par Mmes Valérie Déom et Colette Burgeon.

## **Commission de suivi “abus sexuels”**

COMMISSION DE SUIVI RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS  
UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

*Présidente : Mme Karine Lalieux*

### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Nomination des vice-présidents.

- Mme Daphné Dumery a été nommée première vice-présidente.
- Mme Marie-Christine Marghem a été nommée deuxième vice-présidente.

2. Choix des experts.

- M. Paul Martens, président émérite de la Cour constitutionnelle ;
- M. Herman Verbist, avocat et professeur invité à l'Université de Gand.

3. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 11 mai 2011.

## **Relations extérieures**

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 4 MAI 2011**

1. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 14 (partim : Coopération au Développement), n°s 1348/1 et 1349/9. (Clôture et vote). (Rapporteur : Mme Ingeborg De Meulemeester). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Sont intervenus: M. Dirk Van der Maelen et Mme Thérèse Snoy
- Par 11 voix contre 1 et 2 abstentions, la commission a émis un avis positif sur les crédits relatifs à la Coopération au Développement

2. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la justification) - Section 14 (partim : Affaires étrangères et Commerce extérieur), n°s 1348/1 et 1349/9.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteurs : Mmes Ingeborg De Meulemeester et Corinne De Permentier
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles.
- Sont intervenus: Mmes Eva Brems et Corinne De Permentier, M. Peter Luykx, Mmes Juliette Boulet et Christiane Vienne et MM. Patrick Dewael et François-Xavier de Donnea
- Par 11 voix contre 1 et 1 abstention, la commission a émis un avis positif sur les crédits relatifs aux Affaires étrangères et au Commerce extérieur.



3. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 3829).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les récentes menaces militaires de la Chine à l'encontre de Taïwan" (n° 3670).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation au Yémen" (n° 4207).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la visite du ministre en Tunisie" (n° 3723).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les récentes déclarations du juge sud-africain Richard Goldstone concernant le rapport Goldstone rédigé à la demande des Nations Unies" (n° 3889).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le suivi du rapport Goldstone" (n° 3932).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'arrestation de l'artiste chinois Ai Weiwei" (n° 3942).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'arrestation du dissident chinois Ai Weiwei" (n° 4073).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la crise à Gaza entre le Hamas et Israël" (n° 4072).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation dans la province yéménite d’Abyan” (n° 4074).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sort de blogueurs dans les Émirats arabes unis” (n° 4110).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sort de blogueurs en Égypte” (n° 4111).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation des droits de l’homme à Bahreïn” (n° 4112).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur “l’adhésion de la Croatie à l’Union européenne” (n° 4113).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la conférence de l’OTAN des 15 et 16 avril à Berlin” (n° 4235).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “une manifestation pacifiste entravée au Burundi en mars” (n° 4236).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’attaque de troupes irakiennes contre l’opposition iranienne ayant trouvé refuge à Ashraf” (n° 4353).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le Sri Lanka” (n° 4310).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les initiatives prises en matière de lutte contre la piraterie” (n° 4311).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les éventuelles conséquences de la réconciliation du Fatah et du Hamas” (n° 4312).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le renouvellement du mandat de la Minurso” (n° 4313).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la mort d’Oussama Ben Laden” (n° 4344).

- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la mort d’Oussama Ben Laden” (n° 4386).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la mort d’Oussama Ben Laden” (n° 4405).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’attentat du 29 avril 2011, place Djemaa el-Fna à Marrakech (Maroc)” (n° 4368).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 mai 2011.

## Concertation parlementaire

---

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)*

### ➤ JEUDI 5 MAI 2011

1. Projet de loi concernant les infrastructures critiques, les autres points d'intérêt fédéral et les points d'intérêt local, n° 1357/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

2. Projet de loi relatif à l'autorité compétente pour l'accueil des navires ayant besoin d'assistance, n° 1363/1. (Pour mémoire).

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le bonus à l'emploi et l'indemnité de dédit, n° 1379/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

## Suivi des missions à l'étranger

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER (SÉNAT)

*Présidents : M. Francis Delpérée (S)*

### ➤ JEUDI 5 MAI 2011

Aperçu des opérations militaires à l'étranger et en particulier en Libye.

- Le ministre de la Défense a présenté un aperçu des opérations à l'étranger et a ensuite répondu aux questions de MM. Théo Francken, Christophe Bastin, Jurgen Ceder (S), Wouter De Vriendt et Mme Güler Turan (S).